

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
31776 Colomiers Cedex

Colomiers, le 19/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PERGUILHEM

RD 817
BPE POLE 2
64170 Lacq

Références : MG/134
Code AIOT : 0003702007

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2024 dans l'établissement PERGUILHEM implanté RD 24 / ZA ECOPOLE Lieu dit PRADIE 31270 Villeneuve-Tolosane. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'un exercice P.O.I déclenché en inopiné à la demande de l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PERGUILHEM
- RD 24 / ZA ECOPOLE Lieu dit PRADIE 31270 Villeneuve-Tolosane
- Code AIOT : 0003702007

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société PERGUILHEM est spécialisée dans le domaine du stockage et de la distribution des gaz de Pétrole Liquéfiés au niveau du grand Sud-Ouest. Elle exploite une plateforme de stockage de bouteilles de gaz sur la commune de Villeneuve Tolosane.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Formation du personnel sur situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	2 mois
2	plan d'opération interne (POI) partie 1/2	Arrêté Préfectoral du 31/12/2020, article 7.7.4.2	Demande d'action corrective	1 mois
3	plan d'opération interne (POI) partie 2/2	Arrêté Préfectoral du 31/12/2020, article 7.7.4.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a été menée dans le cadre d'un l'exercice Plan d'Opération Interne (P.O.I.), déclenché à la demande de l'inspection en inopiné le 4 mars 2024. Cette visite a fait ressortir trois faits non conformes ou susceptibles de mise en demeure ou de sanction. Ces faits non conformes portent sur la formation du personnel sur la gestion d'un risque et le contenu du P.O.I. L'annexe confidentielle présente l'identification des points positifs et des points d'attention relevés au cours de cet exercice.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Formation du personnel sur situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : [...] Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. [...] L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan

d'opération interne.
Constats : L'exercice a fait ressortir un manque de formation des opérateurs sur la gestion du risque. En effet, compte tenu qu'il y a peu d'opérateurs sur le site, chacun pourrait endosser, de manière aléatoire, les différents rôles que lors d'un déclenchement du P.O.I., en fonction des opérateurs présents. L'exploitant a admis ce manque de formation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de justifier que les opérateurs ont été formés aux différents rôles qu'ils peuvent endosser lors d'un déclenchement du P.O.I..
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2mois

N° 2 : plan d'opération interne (POI) partie 1/2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/2020, article 7.7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour les scénarios développés dans l'étude de dangers au plus tard dans les 6 mois suivant le début d'exploitation. Le P.O.I. définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes dangereux envisagés dans l'étude de dangers ; il doit de plus planifier l'arrivée de tout renfort extérieur nécessaire. Le P.O.I décrit a minima: <ul style="list-style-type: none"> a) l'organisation des secours y compris en dehors des heures d'ouverture; b) le site; c) les accidents potentiels avec les distances d'effet et une cartographie; d) les moyens internes de lutte contre l'incendie; e) les informations sur les produits stockés. f) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ; g) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'inspection des installations classées ; h) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ; i) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;

<p>j) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'inspection des installations classées soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;</p> <p>k) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention;</p> <p>l) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;</p> <p>m) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;</p> <p>n) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>o) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</p> <p>[...]</p>
--

Constats :

Compte tenu des éléments mentionnés dans le P.O.I., mis à jour en mars 2023, et de sa mise en application lors de l'exercice P.O.I. inopiné (objet du présent rapport), l'inspection a constaté que les dispositions prévues et définies dans le P.O.I. ne sont pas correctement menées. Le détail des observations relevées est exposé dans la partie confidentielle de ce rapport.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le P.O.I est à modifier et à mettre en conformité vis-à-vis de l'arrêté préfectoral d'autorisation (précisions dans la partie confidentielle).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1mois

N° 3 : plan d'opération interne (POI) partie 2/2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/2020, article 7.7.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Prescription contrôlée :

Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.

L'exploitant élabore et met en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :

- la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; cela inclut notamment : l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens

<p>d'intervention,</p> <p>la formation du personnel intervenant,</p> <p>l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,</p> <ul style="list-style-type: none"> • la revue périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I., qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus, • la mise à jour systématique du P.O.I. en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées. <p>Le comité social et économique (C.S.E.), s'il existe, ou à défaut l'instance représentative du personnel, est consulté par l'industriel sur la teneur du P.O.I.; l'avis du comité est transmis au Préfet dans le délai de 9mois suivant le début d'exploitation .</p> <p>Le P.O.I. est remis à jour tous les 3 ans, ainsi qu'à chaque modification notable des conditions d'exploitation.</p> <p>Le P.O.I et les modifications notables successives sont transmis au préfet et au service départemental d'incendie et de secours.</p> <p>Des exercices sont réalisés pour tester le P.O.I.. Ces exercices doivent avoir lieu régulièrement et en tout état de cause au moins une fois tous les ans, et après chaque changement important des installations ou de l'organisation.</p> <p>L'inspection des installations classées et les services d'incendie et de secours sont informés de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu de l'exercice accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'exercice, l'exploitant a été surpris qu'un exemplaire du P.O.I. n'ait pas été présent dans la salle prévue pour mettre en place le PC exploitant au sein de la société BPO. Le D.O.I avait pris avec lui le P.O.I présent dans les bureaux du site de la société PERGUILHEM.</p> <p>La dernière mise à jour du P.O.I. a été réalisée en mars 2023. Cependant cette mise à jour n'a pas été transmise au préfet. L'inspection rappelle à l'exploitant que la mise à jour du P.O.I doit systématiquement être transmise au Préfet.</p> <p>De plus, le dernier exercice P.O. I. a été réalisé en mai 2022. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'un exercice doit être réalisé tous les ans.</p> <p>De plus, l'exploitant n'a pas élaboré et mis en œuvre une procédure écrite reprenant les points listés à l'article 7.7.4.2. Il est demandé à l'exploitant de mettre en place cette procédure pour notamment mettre en pratique rapidement les enseignements tirés des exercices et formations. En effet, l'inspection a notamment remarqué que l'exercice P.O.I. de 2022 a fait ressortir certains points à améliorer et qui ont été de nouveau constatés lors de cet exercice.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place cette procédure pour notamment mettre en pratique rapidement les enseignements tirés des exercices et formations.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1mois</p>